



Cher.e.s ami.e.s, cher.e.s camarades,
Au nom de l'Union Locale des syndicats CGT d'Arles, je remercie l'ensemble des participants à cette initiative départementale, et notamment les organisations et structures CGT présentes aujourd'hui : les nombreux syndicats, de notre localité et du département, l'Union Départementale des syndicats CGT des Bouches du Rhône, le Comité Régional CGT PACA, et la Confédération Générale du Travail.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la défense de l'emploi industriel dans le département et à Arles, pour la défense des libertés syndicales et des locaux de la CGT à la Bourse du Travail d'Arles.

Que ce soit le Maire d'Arles qui continue d'œuvrer à chasser la CGT de ses locaux historiques à la Bourse du Travail pour y installer l'Office du Tourisme, un projet qui vient comme un nouvel exemple de la politique d'austérité immobilière de la municipalité DE CAROLIS en matière, entre autres, du patrimoine vendu au privé (Lycée Mistral, ancienne école Léon Blum...) jetant dehors les associations ou organisations syndicales qui y avaient leurs locaux sans que, pour certaines, aucune solution de relogement ne leur soit proposée. Comme il fait le choix aussi de priver les arlésiens, entre autres, d'un lieu où ils se présentent quotidiennement pour défendre leurs droits et de l'outil qu'est l'Union Locale CGT d'Arles, indissociable de la Bourse du Travail. Comme il fait le choix encore de s'opposer au développement de l'emploi sur la zone industrielle et portuaire de Fos, entravant ainsi l'activité actuelle et les projets à venir,

Que ce soit les patrons et actionnaires d'ici ou d'ailleurs qui continuent de se remplir les poches au détriment de l'emploi, des conditions de travail et de salaire toujours plus dures : 97 milliards de dividendes versés aux actionnaires en 2023 !

Que ce soit le gouvernement qui impose 10 milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, prévoit 25 milliards de plus pour 2025, ponctionne de 3 milliards le budget de l'Etat pour les consacrer à la guerre en Ukraine, casse l'Assurance Chômage et notre système de Retraite et, dans le même temps, dilapide 175 milliards d'argent public, sous forme d'exonération de cotisations sociales et autres cadeaux octroyés aux entreprises,

Tous sont responsables

du dépeçage de nos industries, du saccage de nos services publics, de la dégradation de nos emplois, de nos qualifications, de notre santé au travail, de nos salaires, de nos pensions de retraite et des allocations chômage : de nombreuses filières industrielles sont sacrifiées avec la disparition à court et moyen terme de dizaines de milliers d'emplois. Si la réindustrialisation est une urgence, cela ne peut se faire ni sous la contrainte de la financiarisation, ni au détriment de l'environnement, ni au détriment de la réponse aux besoins de la population notamment en matière de Santé, d'Education, Autonomie, Petite Enfance...

Tous sont responsables

des atteintes graves aux libertés individuelles et collectives, dont les libertés syndicales, de la montée de l'extrême droite, de ses idées nauséabondes, pire poison des travailleurs, en France et dans le monde : à coups de poursuites judiciaires, de convocations de grévistes, d'entraves ou d'interdictions à manifester, de violences policières, de licenciements de syndicalistes, la neutralisation de la contestation aujourd'hui prend des formes de plus en plus brutales. Il s'agit d'invisibiliser la CGT, de la chasser de ses locaux, à Arles et dans d'autres départements, d'entraver son activité en direction des salariés, retraités et privés d'emploi, sa mission d'intérêt général.

C'est donc dans un contexte économique et social nauséabond, et après une mobilisation syndicale contre la contre-réforme des retraites d'un haut niveau à Arles, que l'attaque contre la CGT ne s'est pas fait attendre. Après avoir supprimé sa subvention de fonctionnement en 2022, le maire d'Arles nous a annoncé en septembre 2023 vouloir chasser l'Union Locale CGT de ses locaux historiques à la Bourse du Travail, pour y installer à la place l'Office du Tourisme.

L'Office du Tourisme n'est qu'un mauvais prétexte, puisque l'actuel est depuis 10 ans classé au plus haut niveau, celui de l'excellence en termes d'accueil de la clientèle touristique, et que son déménagement ne peut donc rien apporter de plus.

L'objectif politique du maire d'Arles consiste bien à affaiblir et à invisibiliser l'Union Locale CGT d'Arles, première organisation syndicale représentative dans la 3^{ème} ville du département. Rappelons au passage, avant la suppression des élections prud'hommales, sur la ville et le nord du département, le vote des salariés donnait 15 des 23 sièges à la CGT.

L'Union Locale CGT d'Arles est présente dans les murs de la Bourse du Travail depuis 1900, soit depuis 124 ans. Seule la municipalité pétainiste l'a expulsée de ses locaux, profitant qu'elle était entrée en clandestinité et en résistance. Outre un attentat à la bombe de la part de l'OAS, une lutte victorieuse de 12 ans l'a ensuite opposée à la municipalité Camoin, à la suite de laquelle nous avons gagné la réhabilitation de nos locaux, des locaux rénovés, au cœur de la démocratie sociale de la ville, lieu essentiel de partage, de rassemblement, de réunion, de construction du rapport de force et des luttes, ouverte aux Arlésiennes et aux Arlésiens qui veulent faire valoir leurs droits ou participer gratuitement à de nombreuses conférences et initiatives culturelles organisées par la CGT d'Arles tout au long de l'année.

Ainsi, depuis 2007, la CGT d'Arles a mis à disposition régulièrement et gratuitement ses locaux à 52 associations culturelles, plasticiens, photographes, écrivains, historiens.

C'est à cette force organisée qu'est la Cgt, c'est à l'histoire sociale de la ville d'Arles, et au-delà aux libertés syndicales, à laquelle s'attaque le maire d'Arles.

Cette décision éminemment politique fait d'ailleurs écho aux attaques portées ailleurs en France contre de nombreux locaux syndicaux, par d'autres maires réactionnaires.

Alors oui, L'Union Locale CGT d'Arles, l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône, le Comité Régional CGT PACA, et la Confédération Générale du Travail, mettent et continueront de tout mettre en œuvre pour lutter contre de telles pratiques qui remettent en cause les libertés syndicales, pour que le Maire d'Arles laisse la CGT à la place qui est la sienne : dans ses locaux historiques de la Bourse du Travail.

L'Union Locale CGT d'Arles, depuis 124 ans dans la Bourse du Travail : elle y est, elle y reste !